



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

concurrence

Question écrite n° 34158

Texte de la question

M. Michel Bouvard attire l'attention de M. le ministre de l'équipement, des transports et du logement sur le problème persistant d'accès des taxis français, et notamment savoyards, à l'aéroport de Genève Cointrin qui constitue le principal point d'arrivée de la clientèle internationale par avion à destination des stations de sports d'hiver. En effet, la nouvelle loi du Gouvernement genevois ne permet toujours pas aux taxis étrangers et donc français de venir prendre leurs clients en secteur suisse. Il rappelle que le Gouvernement genevois a déclaré à plusieurs reprises qu'il acceptait la mise en place d'une convention de réciprocité de prise en charge de la clientèle à condition de n'avoir qu'un interlocuteur pour négocier cette convention. Il souhaite donc savoir si le Gouvernement entend mandater la Fédération française des taxis de province dont la représentativité n'est pas contestable pour mener cette négociation dès lors que cette Fédération s'engage à consulter les autres organisations professionnelles de taxis.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire appelle l'attention sur le problème de l'accès des taxis français et notamment savoyards à l'aéroport de Genève-Cointrin constituant le principal point d'arrivée de la clientèle internationale par avion à destination des stations alpines de sport d'hiver. Il apprécierait que la Fédération française des taxis de province soit mandatée pour mener ces négociations avec l'administration genevoise. Le ministre de l'intérieur a chargé le préfet de région Rhône-Alpes, préfet du Rhône d'organiser un groupe de travail avec les préfets de l'Ain, de la Savoie et de la Haute-Savoie afin que, dans un premier temps, une position commune des services de l'Etat soit dégagée à l'égard des dispositions du décret du Conseil d'Etat genevois du 5 février 1997. Ce texte accorde sous certaines conditions aux taxis frontaliers des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie exclusivement, l'autorisation de prendre en charge, du côté suisse, des clients débarquant à l'aéroport international de Genève-Cointrin. Dans un deuxième temps, ces réunions pourraient être élargies aux professionnels concernés. La Fédération française des taxis de province serait alors consultée comme les autres fédérations représentatives dans le cadre de ces négociations concernant principalement la volonté des artisans taxis du département de la Savoie d'obtenir le bénéfice des dispositions du décret du Conseil d'Etat genevois du 5 février 1997. En tout état de cause, une telle négociation avec les autorités genevoises ne peut être menée que par une autorité d'Etat clairement informée des souhaits des professionnels du taxi.

Données clés

Auteur : [M. Michel Bouvard](#)

Circonscription : Savoie (3^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 34158

Rubrique : Taxis

Ministère interrogé : équipement et transports

Ministère attributaire : intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 août 1999, page 5121

Réponse publiée le : 29 novembre 1999, page 6860